

Il a liquidé plus de 18 millions de Chinois en l'espace de 9 ans, et malgré son despotisme, à peine 2 p. 100 des Chinois continentaux appartiennent au parti communiste chinois.

Le second argument à l'effet que Mao Tsé-Toung pourrait devenir un second Tito reçoit un démenti formel par l'appui constant de Pékin à l'URSS, lorsque les Russes dénoncent certaines attitudes de Tito. D'ailleurs, rappelons aussi que Pékin a secondé la Russie lors de l'intervention brutale de cette dernière en Hongrie.

Le communisme chinois est bien le même que le communisme soviétique. Il s'inspire de la même source et nourrit les mêmes desseins. Il s'agit de lire les exclamations des chefs chinois communistes pour constater que leur ambition s'associe aux rêves soviétiques. En 1940, Mao Tsé-Toung affirmait ceci:

Je suis un marxiste soucieux de communiser la Chine et le monde, sous la direction de Moscou.

Récemment, Chou-En-Lai déclarait:

Le devoir international le plus sacré des communistes de tous les pays et de toutes les époques est de réunir les pays dans le camp socialiste sous la conduite de l'Union soviétique.

Le temps est-il venu pour le Canada de reconnaître le gouvernement de la République populaire de Chine? Je ne le crois pas, monsieur l'Orateur, et ce pour plusieurs raisons.

Reconnaître la Chine communiste, ce serait dire à Formose que nous l'abandonnons et que nous renonçons à cette barrière anti-communiste.

Reconnaître actuellement la Chine communiste, ce serait nuire à l'indépendance nationale des pays asiatiques qui craignent à bon escient l'expansion du communisme. Ces pays ont besoin de notre appui pour consolider leur indépendance et améliorer leur instabilité politique et économique.

Reconnaître présentement la Chine communiste, ce serait détruire l'espoir de millions de Chinois qui répudient le communisme et désirent ardemment recouvrer leur liberté.

Reconnaître la Chine communiste, ce serait augmenter son prestige international, faciliter l'expansion communiste et renflouer son économie chancelante. La Chine rouge admet faire face actuellement à des difficultés économiques. Elle manque de fer, d'acier, de bois de construction, de viande, de pétrole et de charbon.

Reconnaître la Chine communiste, ce serait inviter les 12 millions de Chinois qui vivent dans le sud-est asiatique à s'abandonner à Pékin, à placer sous son "contrôle" des pays où ils exercent eux-mêmes une grande influence, comme les Philippines, le Viet-Nam, l'Indonésie, Singapour, la Malaisie, la Thaïlande et la Birmanie. En outre, nos citoyens

canadiens de descendance chinoise, par le truchement de représentants diplomatiques chinois communistes ici, deviendraient la cible de pression et de chantage au sujet de leurs parents vivant en Chine rouge.

Reconnaître la Chine communiste, ce serait en outre annuler les sacrifices de milliers de soldats canadiens et américains qui sont morts en Corée, justement pour arrêter la marche communiste.

Reconnaître la Chine communiste, ce serait encore favoriser trop vite son admission à l'Organisation des Nations Unies et laisser ainsi le Conseil de sécurité à la merci des Soviets unis aux Chinois communistes.

Au point de vue international, Pékin a répudié, dès 1949, la plupart de ses obligations internationales. La Chine rouge a violé les ententes d'armistice en Corée et en Indochine. Elle a invité de nombreux pays asiatiques à se révolter pour embrasser le communisme. Elle n'a pas fait preuve du souci de répandre la paix et la sécurité internationale.

En tant que député canadien chrétien, je n'oublie pas les atrocités dont nos ministres du culte ont été l'objet. Les communistes chinois, dans ces circonstances, ont manifesté un matérialisme dégoûtant et ont ignoré toute dignité de la personne humaine et des valeurs spirituelles.

Non, monsieur l'Orateur, à mon humble avis, le moment n'est pas encore venu de reconnaître un tel régime, et il ne devrait pas venir, ce moment, avant que la Chine rouge s'amende, fasse preuve de bonne foi et pose des gestes successifs de pacification et d'humanisme raisonnable.

Si nous voulons être réalistes et pratiques, je suis d'avis que nos efforts doivent tendre à renforcer nos alliés, plutôt que de chercher à relever l'économie de la Chine rouge. En consolidant nos principes de liberté et en nous efforçant de fortifier les systèmes économiques et politiques de nos amis en Asie, nous ferons œuvre utile et contribuerons à édifier une société libre en face de l'esclavage indubitable du communisme.

Monsieur l'Orateur, permettez-moi de rappeler une déclaration que faisais, le 1<sup>er</sup> novembre 1957, le très honorable premier ministre actuel (M. Diefenbaker), comme l'atteste la page 687 du compte rendu officiel des débats de la Chambre des communes:

L'attitude du gouvernement actuel du Canada n'a pas changé à cet égard et tant que le gouvernement populaire, c'est-à-dire le gouvernement communiste de Chine, n'aura pas expié ses infractions, aux termes du droit international, rien ne justifiera, selon nous, que nous lui accordions la reconnaissance.

En vertu du droit international, la reconnaissance a toujours été considérée dans le passé comme un acte juridique, mais, d'après les renseignements que nous avons aujourd'hui, la reconnaissance serait considérée par divers pays d'Asie qui ont